

Monsieur le Président,

Tout d'abord, nous voudrions remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour son briefing de cet après-midi. Ce briefing ainsi que le dernier rapport du Secrétaire général relatif à l'implémentation de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération nous donnent une bonne vue de la situation actuelle dans la région des Grands Lacs.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous souhaitons concentrer notre intervention autour de deux sujets :

Primo : Notre premier message concerne la situation sécuritaire, politique, humanitaire et celle des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs.

- En dépit de l'excellent travail de l'Envoyé spécial, la situation générale dans les Grands Lacs reste complexe. Au niveau sécuritaire, le progrès effectué dans le cadre du DDR ne peut pas obscurcir le fait que le nombre des incidents transfrontaliers augmente, particulièrement par rapport au Burundi mais également entre le Rwanda et l'Uganda. L'élimination de la menace de certaines force négatives continue à

- nécessiter une approche intégrée et régionale et un engagement politique fort des gouvernements de la RDC et de la région,
- Dans le contexte politique actuel, nous saluons la signature de l'Accord de la Paix en République centrafricaine. D'autre part, nous espérons que les futures élections présidentielles et législatives au Burundi seront crédibles, transparentes et inclusives.
 - Au niveau humanitaire, l'aperçu général du dernier rapport reste particulièrement sombre avec 11.2 millions de personnes contraintes de se déplacer dans la région des Grands Lacs. Nous restons également préoccupés par l'évolution, dans la RDC, de certaines épidémies comme l'Ebola. Cette maladie n'a pas fait de victimes transfrontalières, mais nous devons rester très vigilants.
 - Nous restons également très inquiets par rapport à la situation des droits de l'homme, et notamment à Yumbi en RDC. Nous regrettons que ladite situation ne soit documentée davantage dans le dernier rapport.
 - D'autre part, certaines nouvelles opportunités se manifestent. Nous saluons la nouvelle dynamique politique initiée en RDC par le Président Tshisekedi. Nous espérons qu'elle pourra également contribuer à donner un nouvel élan à la mise en œuvre intégrale de l'Accord.

Secundo: mon deuxième message concerne la coopération économique dans la région des Grands Lacs.

- La coopération économique, y compris dans le domaine des ressources naturelles, reste un des éléments essentiels de l'Accord-cadre. Le rapport cite plusieurs initiatives proposées par l'Envoyé spécial comme ea. l'organisation d'une conférence à Kigali afin de promouvoir la paix, la sécurité et la gestion partagée des ressources naturelles dans le

Greater Virunga Landscape ou encore celle d'organiser la deuxième *Private Sector Investment Conférence* au mois de novembre.

- Nous constatons que le niveau d'investissements transfrontaliers dans la région des Grands Lacs reste trop bas tandis que le secteur économique informel continue d'être omniprésent. Nous nous demandons comment l'Accord-cadre, fut-ce dans une version modifiée, pourrait contribuer à une amélioration de cette situation.

En conclusion, l'intégration régionale reste essentielle.